

## ARRÊTÉ

Arrêté n° : SL/ST/2024/ 417

Interdiction de stationnement,  
Occupation du domaine public,

Du Lundi 16 Septembre 2024,  
Au mercredi 18 Septembre 2024,

**NOUS**, Maire de la Ville de SENLIS,

**VU** le Code Pénal,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et  
notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

**VU** le Code de la Route,

**VU** la décision 108 du 10 avril 2019 portant révision sur  
les tarifs communaux à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019,

**CONSIDERANT** qu'en raison d'une installation d'un  
échafaudage sur la voie publique, il est nécessaire  
d'autoriser l'occupation du domaine public, au droit  
du 54 Rue Thomas Couture.

## ARRÊTONS

**Article 1 :** L'autorisation d'occuper le domaine public est donnée à l'entreprise **SARL-LEGRAND**, afin  
d'y positionner un échafaudage, au droit du 54 Rue Thomas Couture, du Lundi 16 Septembre 2024 au  
mercredi 18 Septembre 2024.

**Article 2 :** Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit et considéré comme gênant  
sur 1 place, au droit du 54 Rue Thomas Couture, du Lundi 16 Septembre 2024 au mercredi 18 Septembre  
2024.

**Article 3 :** L'entreprise mettra en place toutes les mesures de protection nécessaires vis-à-vis des  
piétons et de la circulation.

**Article 4 :** L'entreprise se conformera aux prescriptions du manuel du chef de chantier pour la mise en  
place de son balisage.

**Article 5 :** L'entreprise effectuant les travaux est dans l'obligation de la mise en place d'une déviation  
de trottoir pour les piétons.

**Article 6 :** Il est rappelé que les tarifs communaux applicables pour l'utilisation du domaine public sont  
de 0.80€/m²/jour jusqu'au 90ème jour, de 0.60€/m²/jour jusqu'au 180ème jour, puis de 0.80€/m²/jour au-delà.

**Article 7 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies  
conformément à la loi. Les véhicules en infraction pourront être placés en fourrière par les agents de la  
Force Publique, aux frais des propriétaires et à leurs risques exclusivement.

**Article 8 :** L'entreprise est responsable de la mise en place et du maintien de tout le balisage adéquat  
durant le chantier.

**Article 9 :** Tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de  
l'exécution du présent arrêté.

**Article 10 :** L'Intéressé dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente notification, pour  
saisir le Tribunal Administratif - 14 Rue Lemerchier 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi  
notamment au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site  
[www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 11 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Service du Poste de Police Municipale
  - Monsieur le Lieutenant, commandant le Centre de Secours Principal de Senlis
  - Monsieur le Major, commandant la Brigade de Gendarmerie de Senlis
- Publiée et affichée aux lieux et places habituels.

Fait à Senlis, le

11 SEP. 2024



Le Maire,  
Pour le Maire,  
Et par Délégation

**Daniel GUEDRAS**  
4<sup>ème</sup> Adjoint au Maire